

***Bretagne 2030***

***Compte-rendu de la soirée-débat du 28  
novembre 2013 à Vannes***

***Réunion n°14***

---

*La soirée-débat organisée à Vannes (Espace montcalm) le 28 novembre 2013 de 18H30 à 21H dans le cadre de la démarche Bretagne 2030 a réuni une soixantaine de participants.*

*Il s'agissait de la 14<sup>ème</sup> réunion, 14 réunions-débats étant programmées.*

*Ci-dessous sont resituées les réflexions collectives des participants.*

---

## 1. RAPPEL DE LA DEMARCHE BRETAGNE 2030

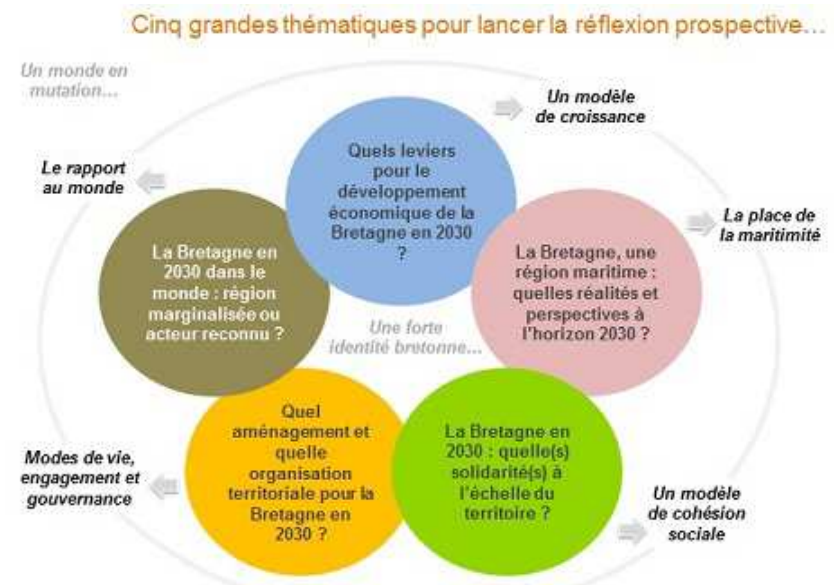
Bretagne 2030 est une démarche lancée par le Conseil régional de Bretagne qui propose à toutes les Bretonnes et tous les Bretons, et plus largement à tous ceux qui aiment la Bretagne, de définir le visage qu'ils lui souhaitent en 2030.

Il s'agit d'une démarche de réflexion collective, de concertation prospective qui contribue à l'élaboration d'une vision partagée de la Bretagne en 2030.

Bretagne 2030 ne cherche pas à prédire l'avenir mais à le dessiner, à formuler des souhaits et des attentes et à explorer des pistes.

La démarche engagée invite ainsi à penser l'avenir pour ne pas le subir, à formuler des valeurs et des aspirations collectives, pour ne pas dériver vers des situations non souhaitées et pour être en capacité de résister aux évolutions non souhaitables.

Ces cinq thèmes couvrent les grands champs de réflexion pour l'avenir.



Quelques questions sont posées pour susciter la discussion. Elles reflètent les préoccupations majeures exprimées par les Bretons et les représentants de la Bretagne, ses partenaires, ses visiteurs,.... Les plaquettes thématiques, distribuées en réunion sont disponibles dans la rubrique « projet » du site [www.bretagne2030.jenparle.net](http://www.bretagne2030.jenparle.net)

## 2. L'INTRODUCTION DE LA SOIREE-DEBAT

**La Région était représentée par deux conseillers régionaux : Anne Camus et Gildas Dréan.**

**Anne Camus** a remercié les participants pour leur présence à ce débat sur l'avenir de la Bretagne en 2030. La démarche initiée par la Région s'adresse aux Bretonnes et Bretons et à tous ceux qui souhaitent y participer. Elle vise à anticiper et à construire cette vision partagée de la Bretagne de demain. Cette réflexion apparaît comme une question d'actualité dans la crise que traverse aujourd'hui la Bretagne.

### 3. RESTITUTION DES REFLEXIONS COLLECTIVES DES PARTICIPANTS

Les participants ont travaillé sur chacun des 5 thèmes (cf. le schéma page 2) qui structurent la réflexion. Ils étaient répartis par tables et la synthèse de chaque groupe a été restituée en séance plénière, permettant ainsi à tous les participants de réagir et de s'exprimer sur l'ensemble des thèmes. Chaque synthèse était structurée autour des deux questions suivantes : « Quels sont les points à particulièrement développer ou à inventer d'ici 2030 ? » et « Qu'est-ce qui serait absolument à éviter en 2030 ? ».

#### 3.1. LA BRETAGNE GRANDE REGION MARITIME EUROPEENNE EN 2030 : FANTASME OU REALITE ?

Deux groupes ont exploré ce thème. Le premier groupe a formulé les remarques et propositions suivantes :

- Protéger le littoral breton fragile, en gardant un équilibre grâce à un développement d'un axe Nord/Sud afin de lier les deux littoraux, et
  - Anticiper l'érosion afin de prévenir la montée des eaux à venir.
  - Protéger le littoral des pollutions diverses (déchets, hydrocarbure,...).

- Mettre en place une réglementation rigoureuse qui serait gérée par le futur Parc Naturel Régional (PNR).

- Limiter les déplacements contraints des actifs entre l'intérieur des terres et le littoral, dus aux prix du logement.
- Développer l'éco-tourisme sur le littoral, qui permet aussi de sensibiliser aux questions de l'environnement.
- Développer les nouvelles industries liées à la mer telles que l'hydrolien, et d'autres à inventer pour 2030, qui seront par ailleurs sources d'emplois.
- Éviter la concentration générationnelle en facilitant l'installation des jeunes sur le littoral, notamment via les obligations concernant les logements sociaux (25%). Cela permettra aussi d'éviter la fermeture des écoles.

**Le deuxième groupe de participants ayant travaillé sur ce thème de la maritimité a formulé les propositions suivantes :**

- S'affranchir des limites administratives des territoires pour une région ouverte et coopérative.
- Soutenir la recherche et l'innovation pour des produits à forte valeur ajoutée.
- Développer la gestion intégrée des zones côtières et raisonner en termes de filières.

- Eviter de bloquer les accès à la mer.
- Eviter de tourner le dos à la mer.

**Un participant** a souhaité que soit encouragé le cabotage entre les différents pôles de Bretagne mais également avec d'autres pays.

**Une participante** a indiqué que, dans le cadre du désenclavement de la route Est-Ouest (Nantes-Quimper), son groupe a proposé comme solution de développer le fret maritime, de façon à favoriser les transports collectifs et moins polluants.

**Une participante** a ajouté la nécessité de réfléchir aux navires du futur qui devront éviter d'utiliser les énergies fossiles.

**Un participant** a souhaité préciser, concernant le ferroviaire, qu'il convient de développer le transport de marchandises entre le port de Lorient et celui de Saint-Brieuc. Pour cela, il faudra investir dans le ferroviaire Nord/Sud.

**Une participante** a proposé de repenser l'écotaxe comme source de développement du fret maritime.

### **3.2. LA BRETAGNE EN 2030, LA PERFORMANCE TERRITORIALE FONDEE SUR SON EQUITE : UTOPIE OU REALITE ?**

Deux groupes ont exploré ce thème. Le premier groupe a formulé les remarques et propositions suivantes :

- Modifier le modèle agricole et des entreprises agro-alimentaires, de manière à ne pas renouveler la crise d'aujourd'hui.
- Revoir le modèle de consommation de produits non-alimentaires au profit de produits alimentaires de meilleure qualité, et éviter le consumérisme abusif.
- Améliorer l'éducation alimentaire à travers une meilleure gestion financière des dépenses alimentaires.
- Développer la production d'énergie locale pour une plus grande autonomie de la région dans ce domaine.
- Veiller à l'équilibre des territoires entre le littoral et l'intérieur via le développement de transports doux.
- Eviter la métropolisation de Rennes et de Nantes au détriment de la Basse Bretagne (Finistère, Côtes d'Armor et Morbihan).
- Eviter l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, facteur de déséquilibre territorial. Privilégier le développement des aéroports existants comme Brest-Guipavas.
- Eviter l'éloignement des centres de décision dans les concentrations métropolitaines.
- Eviter la concurrence entre les territoires et les populations.

**Le deuxième groupe de participants ayant travaillé sur ce thème de la performance territoriale a formulé les propositions suivantes :**

- Faire de la Bretagne une région ouverte sur l'Europe avec plus de poids, et éviter ainsi une Bretagne cloisonnée.
- Avoir une Bretagne unifiée : éviter les différences entre le nord et le sud, l'est et l'ouest, que ce soit dans le domaine des transports, de la gestion de l'espace, le poids touristique,...
- Développer les villes moyennes, les pôles secondaires en veillant à l'équilibre entre les territoires, et réduire les inégalités, tout en conservant le rayonnement de Rennes comme moteur de développement.
- Développer les énergies renouvelables.
- Regrouper les petites communes.
- Maintenir le petit commerce dans les villages.
- Développer l'intercommunalité.
- Développer le réseau ferroviaire à l'intérieur de la Bretagne.
- Le rapprochement avec Nantes a été un sujet de débat au sein de la table.

**Un participant** s'est questionné sur la capacité de la Région Bretagne à subventionner la mise en place de petits commerces dans les bourgs et petites villes. Cela permettrait de repeupler ces villes désertées et de renforcer le lien social.

**Anne Camus, conseillère régionale**, a souhaité indiquer que la Région soutient les petits commerces comme, par exemple, dans le Pays de Vannes, avec une « équicerie » (épicerie-roulotte tirée par un cheval). 33 petits projets ont ainsi été soutenus par la Région Bretagne sur les 21 Pays, pour un montant de subventions de 991 000 €.

**Un participant** a ajouté l'exemple d'une ville avec la mise en place d'un lieu culturel, sur un mode coopératif, qui fait à la fois épicerie, cinéma,... et qui constitue également un lieu de ressource pour les habitants et usagers environnants.

Il a également souligné la nécessité de reconnaître la micro-hydraulique qui constitue une capacité à produire une énergie locale. Ce potentiel existe toujours, notamment via les moulins, mais manque de soutien de la part de la Région.

**Un participant** a souhaité que soit encouragée la création de coopératives dans des domaines variés, et pas seulement d'un point de vue financier. Leur intérêt est notamment qu'elles ne sont pas dé-localisables et créent une réelle solidarité.

**Anne Camus** a indiqué que la Région aide au démarrage de toutes les scops qui la sollicitent.

**Un participant** a indiqué que la métropole constitue un risque pour l'équilibre des territoires mais elle peut être également bénéfique si on y investit de l'énergie sur la question de l'accès au logement et sur la mixité sociale. Mais il s'interroge : quelles compétences et quelle volonté politique pour régler cette question du logement ?

**Une participante** a ajouté que la métropolisation s'inscrit dans l'Europe libérale. Ce schéma est subi et conduira à désertifier certains territoires.

### 3.3. LA BRETAGNE EN 2030, MODELE DE COHESION SOCIALE OU SOCIETE ECLATEE ?

Deux groupes ont exploré ce thème. Le premier groupe a formulé les remarques et propositions suivantes :

- Rendre la région plus forte en intégrant la Loire-Atlantique, avec un débat au sein de la table sur la question des solidarités entre les régions.
- Faire que la région soit plus tournée et impliquée vers l'Europe.
- Supprimer les Départements et le regroupement de certaines communes en s'appuyant sur le modèle des Pays. Cela signifie moins d'élus mais une meilleure valorisation et de plus grands moyens financiers.
- Renforcer la culture et l'identité bretonnes, mais sans repli sur soi.

- Renforcer le soutien aux associations avec la création d'un statut pour les bénévoles qui faciliterait l'engagement des jeunes. Cela permettrait effectivement de valoriser leur investissement et de faciliter leur parcours professionnel.
- Faciliter le lien intergénérationnel grâce aux associations, et plus généralement grâce à une mixité dans les lieux de vie.
- Permettre l'accès de tous au haut débit, condition importante de l'équilibre du territoire.
- Mieux identifier les ressources bretonnes au niveau international afin de pouvoir s'appuyer sur ces réseaux.
- Penser un réseau régional ferroviaire efficace en complément des lignes LGV.
- L'aéroport de Nantes a donné lieu à un débat au sein de la table : s'il permet de contribuer à la force de la région et son ouverture au monde, il peut également être critiquable par le déséquilibre qu'il peut engendrer pour le territoire.
- Repenser le rapport homme/femme, au regard de la précarité des femmes dans les emplois à temps partiels et de l'évolution dans leurs carrières.
- Redynamiser les économies locales dans les bourgs en facilitant l'implantation d'activités qui facilitent le lien social et le vivre ensemble.

- Poursuivre le développement des modes doux et des transports partagés, de type covoiturage.

**Le deuxième groupe de participants ayant travaillé sur ce thème de la cohésion sociale a formulé les propositions suivantes, en complément de la table précédente :**

- Enseigner les langues et l'histoire de la Bretagne pour créer du lien.
- Eviter le renfermement culturel.
- Faciliter les déplacements entre les villes et entre les villages d'une commune, via des modes de transports en commun écologiques.
- Créer des liens intergénérationnels et entre les différents milieux sociaux, à travers par exemple des jardins partagés ou des crèches.
- Eviter des inégalités de revenus trop importantes.
- Rendre l'habitat abordable.
- Eviter la hausse des loyers et le foncier inaccessible.
- Eviter le vieillissement de la population.

- Renforcer le lien avec la mer en développant des activités qui rassemblent les Bretons autour de la mer.

**Un participant** s'est dit en désaccord sur le lien fait entre l'aéroport de Notre-Dame-des-landes et l'ouverture au monde. Selon lui, il n'a jamais été question de s'ouvrir au monde mais de créer un aéroport européen qui, selon lui, existe déjà avec Nantes-Atlantique. L'argent investi dans ce projet pourrait davantage permettre de développer les réseaux ferroviaires internes à la Bretagne.

**Un participant** a souhaité que soit développé le télétravail, activité possible grâce au haut débit, qui permettrait d'éviter les déplacements et de vivre dans des lieux peu denses. Mais il y a encore un problème de frilosité des entreprises, qu'il s'agit de convaincre.

**Une participante** a souhaité que lorsque des infrastructures lourdes de transport sont créées, la même somme soit reversée pour le développement des modes doux.

**Un participant** a indiqué avoir vécu le processus de réflexion sur l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes et s'étonne des protestations actuelles alors même que la parole avait été donnée il y a de ça des années. Il considère que cette réunion n'est pas le lieu pour reprendre ce débat.

**Une participante** a rappelé que le projet de Notre-Dame-des-Landes date effectivement de longtemps et elle considère qu'il n'est désormais plus en adéquation avec les attentes d'aujourd'hui.



**Un participant** a indiqué que lorsque le débat public sur l'aéroport a eu lieu, aucune publicité n'a été faite.

**Un participant** a indiqué son souhait que le bénévolat soit poursuivi et redynamisé. Selon lui, c'est un vrai sujet de cohésion sociale que la Région doit approfondir : quel bénévolat inventer pour souder le territoire ?

**Une participante** a indiqué sa crainte concernant l'éloignement du citoyen de la décision politique avec la création des métropoles. Donner davantage de pouvoir à un nombre plus faible d'élus constitue un risque pour la citoyenneté.

### 3.4. LA BRETAGNE EN 2030, UNE REGION PROSPERE : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE PERFORMANT ET ENDOGENE ?

**Deux groupes ont exploré ce thème. Le premier groupe a formulé les remarques et propositions suivantes :**

- La prospérité de la Bretagne ne peut être basée que sur une éthique portée au niveau de la Région : éthique demandée aux industriels et à tous les partenaires économiques de la région.

Concernant le tourisme :

- Miser sur la culture bretonne via la visite de lieux de mémoire, notamment en centre Bretagne, par exemple : Le maquis de Saint Marcel, un des plus importants de France.

- Instaurer un véritable partenariat entre les acteurs du littoral et le centre Bretagne.
- Poursuivre les politiques d'aménagements de déplacements doux sur lesquelles on trouverait ponctuellement des animations à thèmes.

Concernant le domaine agricole :

- Un constat alarmant sur les difficultés de l'agriculture bretonne.
- Encourager l'agriculture vers la qualité, davantage que vers la quantité.
- Diversifier cette agriculture en privilégiant l'apport d'aides de la Région vers les petites et moyennes entreprises, davantage porteuses d'une dimension éthique.
- Poursuivre le développement du principe de qualité et de durabilité : pour le moment, le label « Produit en Bretagne » ne garantit pas la qualité.

Concernant le domaine industriel :

- Demander des preuves éthiques de la part des industries et contrôler la dimension qualitative et sociale des entreprises.
- Intégrer la Loire-Atlantique afin de constituer une région « Grand Ouest » plus forte à l'extérieur.

- Eviter de démanteler de façon trop rapide les grandes industries, notamment dans les secteurs de pointe, mais penser un phasage intelligent.
- Se méfier de certaines nouvelles technologies comme la méthanisation : bien expérimenter avant de les subventionner.

**Le deuxième groupe de participants ayant travaillé sur ce thème du développement économique a formulé les remarques et propositions suivantes :**

- La volonté que la Bretagne reste attractive, c'est-à-dire : sauver les paysages, sauver l'agriculture, maîtriser l'urbanisation et revenir à une agriculture plus traditionnelle, de qualité, avec un revenu convenable pour les agriculteurs.
- Développer les TER afin que les petites communes soient mieux reliées.
- Réhabiliter les lignes ferroviaires qui existaient auparavant.
- Certaines grandes industries en Bretagne sont en perte de vitesse ou détruites alors même que leur remplacement n'a pas été pensé. Pour compenser ces pertes, développer la formation et accompagner les mutations. Des métiers peuvent être développés, comme la rénovation de maisons anciennes qui représente un gros potentiel en Bretagne.

- Développer les hydroliennes afin de moins dépendre des énergies en voie de disparition.

**Une participante de la table** a ajouté qu'il pouvait y avoir de réelles évolutions d'entreprises dans le domaine des énergies renouvelables. Pour cela, il faut prendre le temps de l'accompagnement et de la formation.

**Un participant de la table** a indiqué la possibilité de créer des labels propres aux territoires et aux produits fabriqués localement, notamment autour du Golfe du Morbihan. L'économie sociale et solidaire est également créatrice d'emplois.

**Un participant** a indiqué que le doublement de la voie ferroviaire Brest-Quimper paraît plus important que la LGV qui devrait permettre de gagner un quart d'heure de trajet.

**Un participant** s'est inquiété de voir la Bretagne se dissoudre dans un « Grand Ouest ».

**Un participant de la table** a considéré, plutôt que d'investir de l'argent dans une ligne à grande vitesse entre Rennes et Le Mans, qu'il serait plus important de réhabiliter des liaisons ferroviaires entre deux départements voisins, les Côtes-d'Armor et le Morbihan, notamment en doublant la voie entre Quimper, Châteaulin, et Brest.

**Un participant** a indiqué que la question n'est pas que la Loire-Atlantique revienne dans la Bretagne historique mais qu'un redécoupage complet des régions soit réalisé.

### 3.5. LA BRETAGNE EN 2030 DANS LE MONDE : REGION MARGINALISEE OU ACTEUR RECONNU ?

Les participants de la table ont complété les restitutions précédentes :

- Privilégier deux niveaux de collectivité : la Région et les Intercommunalités, tout en prenant en compte le risque de perte de proximité entre l'élu et le citoyen.
- Prolonger les alliances avec les régions voisines à travers, par exemple, les pôles de compétitivité.
- Poursuivre les partenariats maritimes.
- S'appuyer sur l'identité culturelle forte de la Bretagne et savoir la faire rayonner à l'extérieur.
- Eviter la marginalisation de la Bretagne dans le monde : si Rennes et Nantes se renforcent, les élus devront s'assurer que les villes moyennes ne seront pas abandonnées.
- Désenclaver les ports.
- Développer les coopérations avec les universités étrangères : cela aiderait la Bretagne à s'inscrire au niveau international.

- Investir particulièrement sur la recherche.
- Développer le numérique et le télétravail.

**Une participante de la table** a dit rejoindre la crainte évoquée vis-à-vis du vieillissement de la population. C'est aussi lié, selon elle, à la fuite des jeunes salariés.

**Anne Camus** a confirmé que le Pays de Vannes, à l'horizon 2040, connaîtra une augmentation de 122% des personnes des plus de 60 ans. Il faudra donc s'assurer de garder une bonne proportion d'actifs.

**Un participant** a considéré qu'avoir une région plus grande n'est pas l'enjeu. La vraie question est celle des moyens, des compétences et des volontés. La proximité avec le citoyen est établie via l'élu mais aussi l'agent public des collectivités. Pour ne pas perdre cette proximité avec des institutions trop grandes, il est important que les agents des collectivités restent sur le territoire, notamment dans les villes moyennes, pour assurer un service de qualité à la population.

**Une participante** a indiqué que la Bretagne fonctionne déjà en réseau, ce système est donc viable et l'avenir ne passe pas forcément par la métropolisation qui risque de vider les territoires. Les moyens de communication permettent de poursuivre ce système de réseaux et d'assurer un équilibre global.

**Un participant** a souhaité que soient repensés les modes d'élections actuels. Selon lui, ce sont toujours les mêmes qui se retrouvent au pouvoir ; pour lui il faudrait inventer un nouveau

modèle qui permette à ce que de vrais citoyens soit représentés.  
Plus globalement, il a émis le souhait d'une plus grande démocratie participative.

#### 4. CONCLUSION

**Anne Camus, conseillère régionale** a remercié tous les participants pour ces échanges fructueux et conviviaux, avec des divergences, mais dans le respect de chacun. Ils montrent que la Bretagne de 2030 sera bien construite ensemble.